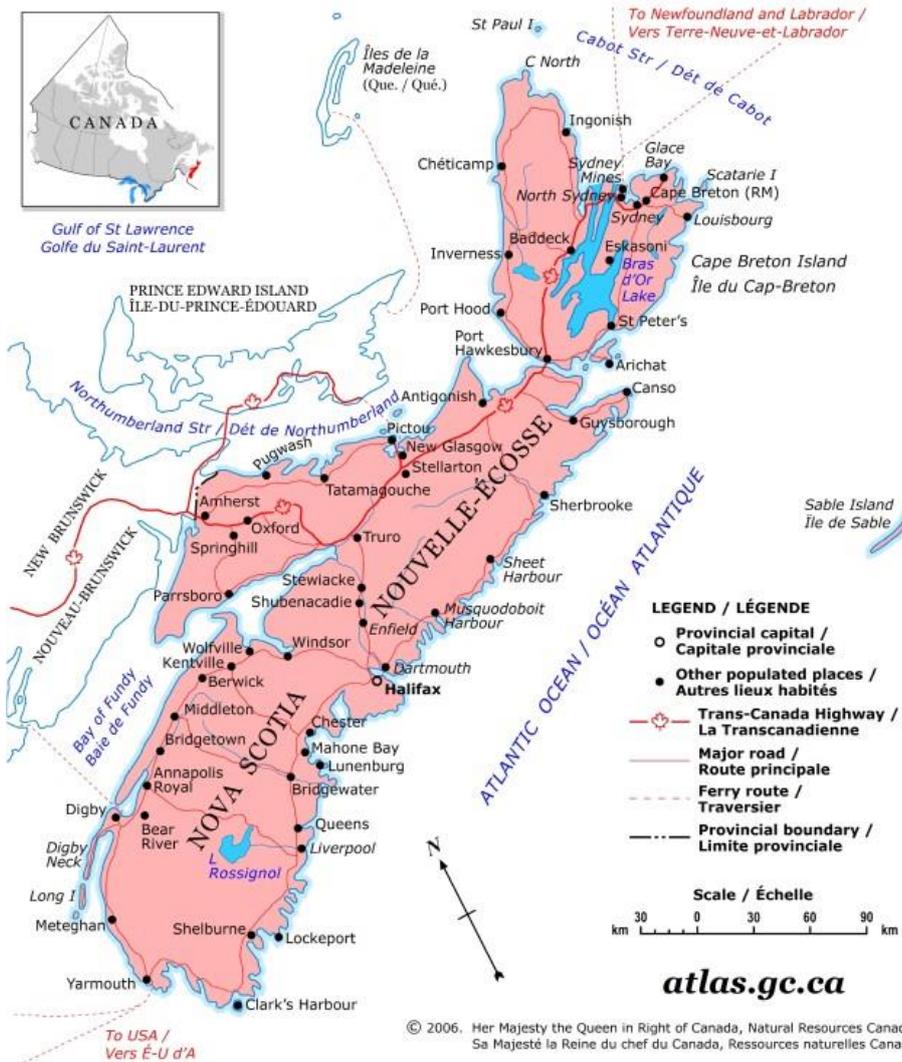




# Economie de la Nouvelle-Ecosse

Avril 2019

© DG Trésor





## Présentation générale

### Une province portée par la croissance de sa capitale, Halifax

Population : **964 690**  
habitants (octobre 2018)

Superficie : **55 283** km<sup>2</sup>

Avec 964 690 habitants, la Nouvelle-Écosse représente 2,6 % de la population canadienne totale, répartis sur 55 283 km<sup>2</sup> (soit l'équivalent du Danemark). C'est la province la plus peuplée du Canada Atlantique. Cette péninsule est dotée d'un long littoral découpé qui a permis l'implantation de nombreux ports de pêche et de marchandises, dont le plus important est le **port d'Halifax** : le volume de son trafic était de 5 MT en 2017. Il emploie directement ou indirectement plus de 12 400 personnes et son impact économique représente 1,7 Md CAD/an. Halifax est également la capitale provinciale et concentre dans sa région plus de 40 % de la population. La deuxième grande ville de la Nouvelle-Écosse est Sydney, sur l'île de Cap Breton.

La région est très majoritairement anglophone, le français n'étant la langue maternelle que pour 3,7 % des habitants (Acadiens vivant principalement sur la côte sud-ouest/Baie de Fundy mais aussi à Halifax).

Le premier ministre Stephen McNeil, du Parti Libéral de Nouvelle-Écosse, est en poste depuis octobre 2013.

## Perspectives économiques

### Une croissance modeste mais stable

Croissance PIB réel :  
2017 : 1,5 %  
2018 : 0,9 %  
Prévision 2019 : 0,8 %

1% des exportations du  
Canada (2018)

Chômage 2018 : 7,5 %

**Le PIB de la Nouvelle-Écosse a continué de progresser en 2018 (0,9 %) profitant de la hausse de la population active et d'un bon niveau de productivité du travail.** Après 4 ans de contraction du marché du travail, la croissance de la population en 2017 et en 2018 a permis une hausse de l'emploi (+ 1,5 %, le gain annuel le plus élevé de la province en plus de dix ans) et une baisse du chômage (7,5 %).

La province a aussi bénéficié de la bonne tenue des exportations, qui ont continué de croître toute l'année à un rythme soutenu de 8 % par rapport à 2017. Cette croissance découle principalement des produits issus des activités forestières, agricoles et de la pêche.

La croissance du PIB devrait se poursuivre en 2019 et en 2020 mais à un rythme plus faible que les années précédentes (0,8 % en 2019 et 0,9 % en 2020). L'accélération de l'activité économique devrait se faire sentir en 2021 et 2022 sous l'impulsion de nouveaux projets aux chantiers navals d'Halifax.

Le 26 mars 2019 la ministre des Finances de la Nouvelle-Écosse, Mme Karen Casey, a présenté le budget 2019-2020 intitulé *Building on a Strong Foundation* (Bâtir sur des fondements solides). Ce budget prévoit une hausse des dépenses de 1,8 % accompagnée d'une hausse des recettes de 1,9 %, ce qui entraînera un surplus budgétaire de 33,6 M CAD. Le gouvernement présente un surplus budgétaire pour la quatrième année consécutive. Les dépenses sont résolument axées sur les soins de santé : ce poste budgétaire représente maintenant près de 42 % des dépenses du gouvernement.

Le ratio de la dette nette au PIB devrait passer de 34,3 % en 2018-2019 à 33,8 % en 2019-2020, l'objectif étant qu'il descende à 30% d'ici à 2024.

**Aspects sectoriels****Une économie diversifiée**

L'économie de la province est très majoritairement aujourd'hui une économie de services, qui représentent **80% du PIB** (50% : secteur privé ; 30% : secteur public). Après une phase difficile de restructuration (pêche, charbon, sidérurgie), la Nouvelle-Écosse est aujourd'hui reconnue comme le centre financier et commercial des quatre provinces Atlantiques, avec des infrastructures de pointe comprenant un aéroport international, un port marchand de niveau mondial et un vaste réseau de fibre optique à haut débit. Son profil économique s'apprécie différemment selon que l'on considère la capitale (qui évolue de plus en plus vers les services) ou les régions plus rurales encore spécialisées dans les secteurs traditionnels (énergie, agriculture, exploitation forestière, pêche et production manufacturière).

- ❖ **Pêche et agriculture** : les produits de l'agriculture et de la pêche constituaient en 2018 le 1<sup>er</sup> secteur à l'export (37,3 % des exportations totales de la province). Le secteur primaire occupe encore une bonne place avec notamment l'exploitation agricole (lait, pommes de terre et pommes) et surtout piscicoles. Les exportations de homards et de crabes (vivants, congelés et préparés) et de conserves de poissons continuent d'augmenter. Les perspectives pour les exportations de produits de la mer en 2019 sont particulièrement encourageantes grâce à de nouvelles installations de manutention de marchandises dont la construction débutera en 2019 à l'aéroport de Halifax.
- ❖ **Pneumatiques** : sous l'impulsion de l'entreprise Michelin, le secteur de la fabrication de pneumatiques est le 2<sup>ème</sup> secteur à l'export (25% des exportations totales).
- ❖ **Produits forestiers** : l'industrie de la pâte à papier a été particulièrement touchée en 2011 et 2012 avec la fermeture de 2 usines et la chute des exportations. Malgré l'expiration de l'Accord sur le bois d'œuvre résineux entre le Canada et les États-Unis en octobre 2015, la Nouvelle-Écosse a été exemptée de tous les droits antidumping et compensateurs punitifs imposés au Canada par le gouvernement américain. La pâte à papier est aujourd'hui le 3<sup>ème</sup> secteur à l'export (9,5 % des exportations totales de la province en 2018 en forte hausse par rapport à 2017 (+ 21,3 %)). L'industrie forestière génère environ 11 500 emplois directs et indirects dans la province.
- ❖ **Energie** : Le secteur de la production de gaz naturel est en net déclin : les exportations ont atteint 43 M CAD en 2018 alors qu'elles avaient atteint 738 M CAD en 2014, année où la plateforme pétrolière Deep Panuke a été mise en exploitation. La production a été arrêtée en 2019, tout comme celle de la plateforme de Sable Island.

Sur le plus long terme, les deux projets d'usine de GNL de Goldboro (8,3 Mds CAD) et Melford (4 Mds CAD) pourraient fortement dynamiser l'économie provinciale. Au niveau des infrastructures, le gazoduc de 1 300 km construit par la Maritimes and Northeast Pipeline Limited relie directement la province au marché du Nord-Est des États-Unis et au système nord-américain de pipelines gaziers.



- ❖ **Mines** : la mine de charbon Donkin de Cap Breton appartenant à Glencore Xstrata, dont l'exploitation était suspendue depuis plusieurs années, a été rachetée par le groupe américain Cline Group qui a relancé l'activité le 1<sup>er</sup> mars 2017. La mine d'or de Touquoy, détenue par Atlantic Gold, a ouvert en octobre 2017 et la production commerciale a commencé le 1<sup>er</sup> mars 2018. L'augmentation des exportations de produits minéraux constatée en 2018 provient surtout de la hausse des exportations de gypse.
- ❖ **Défense et aérospatiale** : ce secteur représente plus de 15 000 emplois en Nouvelle-Écosse. Plus de 40% de l'actif militaire canadien en valeur y est localisé. Cette orientation se traduit par la présence de nombreuses infrastructures militaires fédérales et de grandes entreprises. Le chantier Irving Shipbuilding d'Halifax est notamment chargé de la construction de 5 navires de patrouille extracôtier et de l'Arctique commandés par le gouvernement fédéral pour une valeur totale de 3,5 Mrd CAD.
- ❖ **Services financiers** : Halifax accueille des centres de back & middle office de plusieurs établissements financiers. Plus de 20 000 personnes travaillent dans le secteur des services financiers.

L'océan joue un rôle économique très important pour la province. Le 15 février 2018, le gouvernement canadien a annoncé que le **cluster de l'économie océanique dans les Provinces de l'Atlantique** était l'une des 5 supergrappes retenues dans le cadre de l'Initiative fédérale des supergrappes d'innovation qui vise à financer à hauteur de 950 MCAD des projets innovateurs entre 2018 et 2022. Ce cluster, qui regroupe des acteurs privés, publics et académiques, ambitionne de devenir un centre de recherche et d'innovation de pointe dans les industries du secteur maritime, entre autres la pêche et l'aquaculture, la valorisation du pétrole et du gaz extracôtier, la défense, la construction navale, les transports et les énergies propres.

Le pôle retient parmi ses objectifs le développement de projets technologiques axés sur la « numérisation » des opérations maritimes (véhicules maritimes autonomes, réseaux de capteurs). Parmi les membres Néo-écossais du cluster, on compte notamment Irving Shipbuilding, Scotia Seafood Producers, Emera Inc. et l'Université Dalhousie. Les retombées économiques prévues sur 10 ans dans les Provinces Atlantiques sont estimées à 14 Mds CAD et la création de plus de 3000 emplois est attendue.

## Relations bilatérales

### Une présence française marquée dans les pneumatiques, l'aéronautique et le secteur énergétique

Les exportations de produits français en Nouvelle-Écosse varient beaucoup d'une année à l'autre : après avoir fortement augmenté en 2016 (+ 120 %) et fortement baissé en 2017 (- 47 %), elles augmentent encore de façon spectaculaire en 2018 (+120 %) et atteignent leur plus haut niveau en 10 ans. Elles sont principalement poussées par la croissance des exportations de la catégorie « matériel de transport » (camions et véhicules spéciaux et pièces pour l'aéronautique) qui représentent 57 % du total des exportations de la France vers la province.



Les importations en France de produits de Nouvelle-Ecosse chutent fortement (- 14,5 %) surtout du fait de la baisse des importations de poissons et crustacées (- 20 %). La balance commerciale s'inverse donc également cette année encore : après avoir connu un déficit commercial de 2,5 M CAD en 2017, la France dégage cette fois un excédent commercial de 140,3 M CAD.

La présence française en Nouvelle-Écosse se concentre sur la fabrication de pneumatiques, la construction aéronautique et de défense et le secteur énergétique.

- **Michelin, principale entreprise française** présente dans la province avec la majeure partie de ses outils industriels au Canada. Le groupe, 1<sup>er</sup> employeur privé de la province, y emploie **3 200 personnes** sur **3 unités de production** : Granton, Waterville et Bridgewater.
- **Stelia Aerospace** : conception, développement et fabrication de pièces composites pour les industries aéronautique, spatiale et de défense. Le siège social pour l'Amérique du Nord est à Lunenburg.
- **Lafarge** (cimenterie de Brookfield). Etablie depuis 1965, l'unique cimenterie des provinces atlantiques produit 200 000 t/an de ciment et emploie 60 personnes.

**OpenHydro, filiale de Naval Group**, spécialisée dans les hydroliennes, et son partenaire canadien Emera avaient créé en 2016 la société **Cape Sharp Tidal**, qui était chargée de développer des projets en baie de Fundy. Une première turbine de 2 MW avait été installée en novembre 2016 mais avait dû être retirée 6 mois plus tard. Une nouvelle turbine a été installée le 26 juillet 2018 mais en septembre elle avait déjà été endommagée sans possibilité de réparation. OpenHydro a déclaré faillite fin juillet 2018 et Emera s'est retiré du projet en août, mettant fin à plus de 2 ans de partenariats.

Mentionnons également **Thalès** (avec ses filiales du secteur naval : Thales Naval Systems Support Canada et Thales Geosolutions), **Degrémont**, **Essilor** (petite unité de production de matériel optique : Eastern Optical Laboratories Limited), **Alstom Power** (Dartmouth, services techniques), **Areva**, **Servisair** (Halifax) et **Air Liquide**.

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique régional d'Ottawa.

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur : Services Économiques au Canada  
Ambassade de France  
42 Sussex Drive, Ottawa, Ontario K1M 2C9  
Canada

Mise à jour par : Erika Montagnac  
Validé par : Samuel Lefebvre  
Version d'Avril 2019

Sources : Gouvernement de la Province de la Nouvelle-Ecosse, APEC, RBC, Statcan